

116

E 27/9746
[DoDiS-4080]

L'Attaché militaire de la Légation de Suisse à Ankara, Ch. Daniel

LA SITUATION EN GRÈCE VUE D'ATHÈNES)¹

Copie
RM N° 2

Athènes, 24 février 1949

[...]²

III.

L'aide américaine constitue un chapitre délicat où les deux partenaires s'accusent d'incompréhension. Mais soyons justes, sans elle, il y a longtemps qu'un gouvernement communiste serait installé à Athènes. Il n'y a donc pas que des reproches à adresser aux Américains comme on l'entend trop souvent ici. Ceux-ci, excédés par certaines négligences, lenteurs, compromissions, etc. ont fini par prendre le pays en main et rien ne peut se faire ici sans que l'on ne passe par leurs services. Un de mes collègues m'a parlé «d'un protectorat». L'expression est dure mais juste, surtout dans le domaine économique.

En mars 1947, le Président Truman prononça son fameux discours accordant son aide à la Grèce et à la Turquie. En mai arriva M. Griswold, premier chef de la mission d'aide, secondé par le général Livesay, chef de la section militaire. Pour le premier, la guerre en Grèce était une affaire secondaire; il la considérait comme une opération de police mal dirigée. En revanche, il jugeait primordiales les questions économiques. Il s'agissait de reconstruire, de réanimer l'économie: Quand les affaires marcheront, que l'on pourra circuler librement, l'ordre et la paix reviendront tout seuls et l'affaire sera terminée.

Le général Livesay géra des crédits et distribua du matériel. Il s'occupa peu des opérations proprement dites.

En fait, M. Griswold s'était profondément trompé et sa période d'influence sur les opérations prit fin avec l'année 1947. Le moral était bas, tout allait mal. On ne savait guère de quel côté la balance pencherait.

1. Une lettre confidentielle du 25 février 1949 de C. Stucki à M. Petitpierre accompagne le rapport militaire de Ch. Daniel, E 27/9746 (DoDiS-4060): Le Col. Daniel, Attaché militaire de cette Légation, vient de rejoindre, pour la première fois en 1949, son deuxième poste d'Athènes [l'autre poste de Ch. Daniel était Ankara], à ma vive satisfaction. J'estime, en effet, la présence d'un spécialiste des questions militaires fort utile au moment où le Gouvernement grec entreprend un effort considérable pour «écraser» l'agression communiste et a nommé à cet effet un commandant en chef de toutes ses forces de terre, de mer et de l'air [il s'agit du général Alexandros Papagos]. Sous ce pli, j'ai l'honneur de vous remettre une copie du RM No 2 dont l'original est adressé, par le même courrier, à l'EMG. Le RM No 1 ayant pour objet des questions d'ordre purement militaire, je me suis abstenu de vous le transmettre en copie.

2. Dans les première et deuxième parties de son rapport, Ch. Daniel décrit l'aggravation de la situation militaire pour les forces gouvernementales après la victoire du Grammos le 22 août 1948.

Les Américains reconnurent leur erreur et changèrent de méthode. Les questions militaires eurent désormais la priorité sur les questions économiques. Le général van Fleet arriva et prit en fait la direction des opérations. Celles-ci primèrent tout et il assura qu'elles se termineront victorieusement en 1948. Leur couronnement fut le Grammos, mais depuis le 22 août, les affaires sont stagnantes. Le programme militaire du général van Fleet a échoué et lui-même, quoique toujours sur place, est moins au premier rang.

Actuellement, nous vivons une troisième phase de l'aide, celle dirigée par l'Ambassadeur Grady. Son idée est la suivante: Ni M. Griswold, ni le général van Fleet n'ont échoué. Pour les Américains et le Congrès, les responsables des échecs sont les Grecs eux-mêmes. En conséquence on ne donnera:

- ni un homme de plus que les effectifs accordés;
- ni un dollar en dehors des crédits alloués.

Les moyens suffisent, aux Grecs de faire l'effort nécessaire car ils sont loin de l'avoir fait!

Malgré les échecs militaires décrits plus haut, les Américains maintiennent leur point de vue: refus net d'une aide supplémentaire et ils le font dire à leurs «protégés» tour à tour par le général Marshall et les autres personnalités qui défilent à Athènes et à Ankara.

Pour 1949, les Grecs recevront dans le cadre de la deuxième année du plan Marshall, 171 millions de dollars auxquels on ajoutera encore 12 millions qu'ils ont réussi à obtenir, soit 183 millions de dollars. Ce n'est pas mal!

L'effectif de l'armée de terre s'élève à 147'000 hommes. Cela suffit-il? Oui, disent les uns (Mr Grady et son entourage politique). Non, rétorquent les autres (les militaires américains et les Grecs). Un de mes collègues – pour des raisons de sécurité, je préfère ne nommer personne – à qui je posais la question, me répondit: «Je dirais oui, si le moral était à la hauteur, si l'armée et la population étaient animées d'un esprit de croisade. Mais on en est loin! Usure, fatigue, lassitude, voilà ce que nous voyons.»

Et mon collègue ajouta: «Je suis par la force des choses beaucoup en contact avec les Américains, ce qui me permet de constater combien ils sont loin d'être unanimes sur les idées à suivre en Grèce.

«Les conseillers militaires (van Fleet et son état-major) *qui sont là avant tout pour apprécier la situation militaire*, admettent la nécessité d'une augmentation des effectifs et des livraisons de matériel. Grady s'y oppose net, disant sans cesse que c'est le facteur moral qui est déficient. Si on l'améliore, on arrivera ainsi à vaincre la rébellion. «Sans doute, répliquent les experts militaires, mais on ne peut raffermir le moral qu'en retirant du front les divisions qui se battent sans relâche depuis trois ans et les remettre trois ou quatre mois à l'instruction après les avoir reposées.» (Remarque personnelle: il y a quelques jours, un commandant de brigade me disait que ses hommes étaient en service en moyenne depuis 33 mois, pratiquement sans repos!!)

«Mais pour reprendre des troupes en arrière, il faut les remplacer par d'autres, donc il faut élever les effectifs. M. Grady assure que c'est impossible: *nous ne pouvons demander cela au Congrès.*

«Il y a une lutte entre les experts américains qui sont sur place et Washington qui trouve que l'affaire de Grèce coûte trop cher et n'avance pas:

«En petit, une seconde Chine».

«Grady refuse de transmettre les rapports qui contiennent des renseignements pouvant indisposer le Congrès. La lutte est vive, le désaccord profond. Les Grecs le sentent et se demandent si cette situation ne leur sera pas défavorable.

«Effectivement, la guerre en Grèce coûte cher, c'est un tonneau percé, on y verse petit à petit des millions de dollars pour rien. En remplissant ce tonneau d'un coup, on peut provoquer un engorgement capable de le remplir mais jamais avec un compte-gouttes.

«Nous avons les mêmes idées que les militaires américains, mais nous n'avons rien à dire.»

Le général Papagos auquel je suis allé me présenter le 21 février toucha cette épineuse question: «Je ne comprends pas les Américains de nous mesurer pareillement les moyens. Ma mission n'est pas seulement de terminer la guerre victorieusement, *mais de la terminer vite*. Il ne s'agit pas pour moi de refouler les ennemis de l'autre côté de la frontière d'où ils reviendront mais de les détruire ou les capturer. Je ne peux réussir que si j'ai les moyens. C'est entendu, les Américains accordent quelque chose mais après des discussions interminables, quand nous avons ce que nous voulions, il est trop tard, la situation a changé et les besoins sont différents.

«Si nous avions eu en 1946 les moyens de 1947, nous aurions étouffé la rébellion dans l'œuf. En 1947, nous l'aurions vaincue avec les moyens d'aujourd'hui. Maintenant, nous luttons pour avoir le nécessaire à la situation de 1949. La faute n'est pas tellement chez les militaires américains, qui dans l'ensemble se rendent compte, mais chez les hommes politiques du Congrès où une propagande insidieuse contre nous trouve de l'écho.»

«Je comprends que pour les Américains nous ne sommes qu'un théâtre de leurs préoccupations mais de sa conservation dépend toute la situation stratégique de la Méditerranée orientale et du Moyen-Orient.»

(A cette occasion, je voudrais relever que l'accueil du général Papagos fut particulièrement cordial. Grâce au Ministre Stucki, avec lequel il est lié, je le connaissais déjà; aussi la prise de contact fut d'emblée franche et directe.)

Je me suis étendu un peu longuement sur la question de l'aide américaine pour montrer que tout ne va pas aussi facilement que certains l'imaginent.

Comme je l'ai montré, la ligne suivie par les Américains est loin d'être droite et ne donne pas un sentiment de sécurité. A mon point de vue, c'est grave car la situation est plus que sérieuse. En outre, il ne faut pas oublier qu'ici comme à Ankara, les observateurs étrangers suivent ces fluctuations de très près pour savoir quelle doit être l'attitude de leurs pays respectifs en face de Washington.

Les Américains doivent se rendre compte qu'ils font, par personnes interposées, une guerre; s'ils veulent l'emporter, *ils doivent y mettre le prix*.

[...]³

3. Dans les quatrième et cinquième parties de son rapport, Ch. Daniel évoque surtout les succès militaires remportés par les «rebelles» ainsi que les effectifs de ces derniers.

VI.

Fin janvier, alors que la situation militaire n'était pas brillante, l'état-major hellénique eut des informations qu'il y avait des dissensions intérieures graves chez les rebelles. Ces renseignements furent interprétés de diverses manières. En réalité, ils dépassaient largement le cadre du KKE (parti communiste grec).

J'entrerai dans quelques détails uniquement pour montrer que tout ne va pas pour le mieux dans les pays balkaniques et que les Anglais et Américains n'ont pas abandonné tout espoir d'y reprendre pied.

La cinquième assemblée plénière du parti communiste grec s'est réunie les 30 et 31 janvier 1949 «sur le Grammos» avec les membres du Comité central de contrôle. Après cette manifestation, la radio rebelle a publié une longue déclaration où seuls deux points méritent de retenir l'attention:

- la déviation opportuniste vers la droite du KKE;
- la décision de décharger, pour raisons de santé, Markos de tout travail dans le parti.

Chacun avait compris.

Avec la destitution de Markos disparaît la notion du gouvernement et du commandement uniques tandis que réapparaît celle du Comité de contrôle du parti.

Il semble incontestable que le général Markos fut blessé en août à Slimnitsa sur le Grammos. Pourquoi a-t-on attendu si longtemps pour le remplacer, si ceci est la vraie raison? Cette décision pouvait signifier:

- une nouvelle impulsion donnée aux opérations;
- un des aspects de l'évolution du problème balkanique.

Mais avec Markos furent également relevés «pour tendance opportuniste vers la droite dans le KKE»: le chef du Païkon, le chef du Vitsi, le chef de la Roumélie ainsi que d'autres personnages. Il s'agit d'une «purge».

Une série de renseignements obtenus par l'état-major conduit à penser que l'éviction du chef rebelle s'inscrit dans le cadre des dispositions prises par le Kominform envers la Yougoslavie.

Ces informations révélaient l'existence de forts courants contraires au sein du parti communiste grec. On notait une vigoureuse réaction contre le Kominform et une sympathie grandissante en faveur du maréchal Tito. Les champions de ces tendances étaient Markos et Porphyrogennis – un membre du gouvernement Markos qui fut durant la guerre Ministre dans le gouvernement grec réfugié en Egypte.

D'autres renseignements indiquaient qu'au Congrès du parti communiste macédonien à Skopje, le 19 décembre 1948, Tito refusa d'y admettre les délégués du parti communiste grec.

Si le gouvernement yougoslave avait pris cette décision, c'est qu'il y avait une tendance autre que celle de Markos. Cette hypothèse était exacte car au Congrès du parti communiste balkanique de Sofia (fin décembre 1948), la rébellion était représentée par un dénommé Vlandas, ennemi personnel de Markos mais principal collaborateur du Secrétaire général du parti, Zachariadès. Le Congrès condamnait avec violence Tito, mais le nom de Markos n'était pas prononcé.

Sur ces entrefaites, la radio rebelle, se couvrant encore du nom de Markos,

transmettait le 29 janvier des propositions de paix. Toutefois, le 4 février, Markos était destitué et Porphyrogennis s'effaçait en même temps tandis que le Comité de contrôle dénonçait avec véhémence «les déviations opportunistes».

La destitution du chef rebelle et de ses amis correspond à la nécessité de ne pas le laisser créer un bloc hostile au Kominform, bloc s'étendant de Belgrade à Athènes et que les Anglo-Américains arriveraient tôt ou tard à transformer en un instrument anti-soviétique. Telle est l'idée dominante.

En effet, dès la condamnation du maréchal Tito par le Kominform le 26 juin 1948, les satellites exécutèrent les ordres mais des réticences se firent jour.

Markos refusa de prendre parti contre le maréchal. Il invoqua plusieurs motifs:

- des raisons d'ordre militaire: sans l'appui yougoslave il ne peut continuer la lutte;
- une large part de ses effectifs sont des Slavophones très attachés à la Yougoslavie (groupe slavo-macédonien NOF);
- parmi les communistes grecs il y a un groupe national qui considère intangibles les frontières du pays.

Une information d'origine non négligeable, du 30 juin, signalait une réunion inopinée de l'état-major de Belgrade pour étudier les modalités d'une intervention militaire brusquée en Albanie en collaboration avec les forces de Markos.

Tout ceci montre clairement combien Markos avait partie liée avec Belgrade. C'est ce que le Kominform qualifie «de tendances opportunistes».

Le bénéficiaire de cette situation devrait être Sofia qui s'empresse d'exploiter cette crise pour poser le problème de la *Macédoine*.

Il semble que Moscou a hésité entre deux solutions:

- *une Macédoine autonome* réunissant les trois Macédoines (grecque, bulgare et yougoslave) et s'appuyant à la Bulgarie;
- *une république macédonienne* dans le cadre de la fédération yougoslave.

La première solution se heurtait à l'opposition de Belgrade et la seconde à celle de Sofia!

L'intervention anglaise en 1944/45 fit que la Macédoine grecque échappa aux Balkaniques. Il y a un fort antagonisme entre Bulgares et Yougoslaves au sujet des Macédoines respectives, chacun estime que la Macédoine de l'un doit revenir à celle de l'autre; d'où conflit entre Sofia et Belgrade.

Le maréchal Tito étant mis à l'index, les Bulgares et Albanais seraient prêts à le mettre en difficultés en Macédoine.

Suivant des renseignements absolument de bonne source, que m'a communiqués un de mes collègues, à Sofia, la décision aurait été prise de faire la guérilla sur les frontières de Tito. Elle serait en voie d'organisation dans la région de Petrich-Nevrokop. Elle devrait agir dans la Macédoine du Vardar. De son côté, l'état-major hellénique aurait des renseignements sûrs à ce sujet.

Le but final serait la réunion des trois Macédoines au profit des Bulgares.

Markos avait l'ordre de pénétrer en Macédoine yougoslave. Il a refusé de l'exécuter. Devant cette désobéissance, il n'avait plus qu'à partir. Il est remplacé par des hommes de confiance de Zachariadès qui sont des commu-

nistes de pure obédience soviétique. Ils exécuteront exactement les ordres du Kominform dans l'affaire macédonienne.

A Tirana, la mission soviétique a organisé des Albanais devant agir dans le sud de la Yougoslavie. En Albanie, la situation paraît trouble car le général Papagos me disait qu'il ne faudrait pas beaucoup pour renverser le régime d'Enver Hodja.

Si cet ensemble de renseignements est exact, l'encerclement du sud de la Yougoslavie par des éléments favorables au Kominform serait aussi réalisé. Il n'y a plus qu'à attendre la suite! Soumise à une pression accrue de Moscou, Belgrade devra-t-elle composer avec les Occidentaux? On peut se poser la question. Des compromis sont toujours possibles, dans notre cas, le premier qui s'impose est la cessation de l'aide aux rebelles.

Les Anglo-Américains – mais surtout les Anglais – ne sont pas restés inactifs. Ils ont essayé de se glisser dans les fissures, de multiplier les foyers de résistance à l'emprise de Moscou.

On m'a assuré qu'à l'assemblée générale de l'ONU, la Grande-Bretagne a tenté de mettre en contact la dissidence et le gouvernement d'Athènes. M. Tsaldaris, alors vice-président du conseil et Ministre des Affaires étrangères, aurait dû recevoir, sur les instances du colonel australien Shepheard, l'avocat Porphyrogennis, membre du gouvernement de la Grèce libre. Au dernier moment, les Américains s'y opposèrent.

Les Anglais seraient convaincus que la Grèce ne peut être pacifiée sans un accord entre les deux partis. Mais ce qu'ils voudraient, c'est que cet accord intervienne entre deux tendances opposées d'un même système politique et non pas entre deux systèmes concurrents (Washington-Moscou).

A côté de la guerre proprement dite, se livre une lutte obscure entre les Soviétiques et les Anglo-Américains qui déploient de grands efforts pour regagner quelques positions dans les Balkans.

Tels sont les événements vus d'Athènes.

VII.

Où en sommes nous? Avant de donner une réponse, je veux voir un secteur du front. Mon collègue français reçut en janvier une demande de son état-major: «Est-ce que cela tiendra en Grèce?» Il répondit qu'il y avait de grandes chances «pour que ça ne tienne pas». Depuis ce moment, une légère amélioration se manifeste.

Trois faits ont incontestablement redonné du courage:

- la nomination du général Papagos;
- le développement *très favorable* de la bataille de Florina;
- la destitution du général Markos.

La reconstruction avance, le port du Pirée est réparé, des places d'aviation se développent, le réseau routier s'améliore, le canal de Corinthe est ouvert à la navigation et les ponts le franchissant rétablis, etc. mais la vie demeure paralysée. Les ouvrages réparés sont menacés de destruction, on ne peut utiliser les routes.

La dissidence est plus forte que jamais et elle a passé sous le contrôle du Kominform. Toutefois, au sein du parti communiste grec, il y a un certain

désarroi au sujet de la mesure qui frappe Markos dont le prestige est grand. En outre, des craintes y seraient nées au sujet d'une instruction secrète du Kominform où il semblerait que les Soviets ralentiraient leurs efforts sur les directions secondaires pour développer leur action en Allemagne et en Extrême-Orient. Est-ce exact, je ne sais. Je transmets le renseignement. Il y a beaucoup de conditionnels dans tout cela!

Malgré l'affaire Markos, la Yougoslavie continue son aide comme si rien n'était arrivé et l'on s'attend à une augmentation de celle de la Bulgarie. En dépit de la grande satisfaction que le gouvernement et l'état-major helléniques manifestent au sujet de l'affaire Markos, *celle-ci n'a produit encore aucun allègement militaire*. Du reste, ne serait-ce que pour la Macédoine, le maréchal Tito ne peut s'en désintéresser car cela signifierait qu'il l'abandonne aux Bulgares de Dimitroff.

Pour l'immédiat, nous vivons une période d'attente jusqu'au printemps. Ensuite, les événements dépendront de la situation dans les Balkans, de l'aide américaine et de l'état de l'armée hellénique. Tout ceci n'est pas fait pour améliorer la situation de la Méditerranée orientale ni faciliter la conclusion du pacte méditerranéen. Qui veut prendre des engagements précis dans une situation aussi confuse et précaire?

[...]⁴

4. Trois annexes accompagnent encore le rapport. *Annexe I*: La communication du KKE (parti communiste grec). *Annexe 2*: La démission de Markos. *L'annexe III* fournit des renseignements à propos des terrains d'aviation, des pistes, des hangars, des aérodromes et des citernes souterraines.